

**André Côté  
(Stradeco)**

**Étude sur l'impact de l'accession du Québec  
à la souveraineté sur l'industrie du textile  
et celle du vêtement**

Cette étude a été présentée le 11 mars 1992. La transcription intégrale du témoignage d'André Côté se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, n° 33



## ***Introduction***

Ce que l'on appelle communément l'industrie du textile et celle du vêtement est en fait un groupement de nombreuses industries très distinctes ayant chacune des caractéristiques uniques, des marchés bien définis et des facteurs de succès particuliers. Malgré ces différences, un grand nombre sont reliées entre elles par l'interdépendance des procédés de fabrication où les produits d'une industrie sont la matière première de l'autre.

Parce que chacune de ces industries doit trouver les moyens de s'adapter à de nouvelles conditions selon ses propres circonstances, nous avons voulu donner pour les plus importantes d'entre elles les caractéristiques fondamentales qui guideront les choix à faire dans l'hypothèse d'un changement structurel de leur environnement.

Situant d'abord ces industries dans le contexte historique et mondial du commerce du textile et du vêtement, nous les examinerons ensuite pour essayer de prévoir leur évolution selon deux options d'accession du Québec à la souveraineté: un marché commun dans l'espace économique canadien ou des relations commerciales Québec-Canada régies selon le seul régime du GATT.

### ***1. Le contexte historique***

L'industrie du textile et du vêtement occupe une situation unique dans le commerce mondial, évoluant selon un régime spécial de réglementation internationale permettant à chacun des pays participants de régir d'une certaine façon son industrie nationale selon sa propre politique industrielle relative à ce secteur. Ce régime, connu sous le nom d'Arrangement multifibres concernant le commerce international des textiles (AMF) est un Accord international négocié sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui permet à un pays d'appliquer des restrictions quantitatives sur les importations de textiles et vêtements lorsqu'il juge que celles-ci causent ou peuvent causer la désorganisation de son marché intérieur. Au moyen de l'Accord multifibres, un pays peut faire exception aux règles normales du GATT et contrôler d'une façon bilatérale, discriminatoire et sans compensation les importations de produits spécifiques venant d'un seul ou de plusieurs pays en particulier.

Ainsi, l'évolution de ce secteur à l'échelle mondiale s'est faite jusqu'à aujourd'hui en accord avec les politiques nationales des pays impliqués, et il donc est important de connaître les grandes étapes de développement du secteur sous ce régime pour mieux comprendre la situation présente de l'industrie dans l'espace économique canadien et évaluer les options de politiques pour l'avenir.

Les restrictions sur les importations des produits textiles datent du début des années '50 alors que le Japon, profitant de ses conditions particulièrement favorables pour la production de textiles, développe rapidement des marchés d'exportation pour ces produits. Considérant les bas prix de la production japonaise et les politiques de restrictions de ce pays concernant les

importations de certains produits, de nombreux pays européens, les États-Unis et éventuellement le Canada négocient avec le Japon des ententes bilatérales de restrictions des importations qui reflètent les politiques de ces pays envers leurs industries du textile et du vêtement. Dans ces négociations, le pouvoir économique relatif du Canada et la nécessité pour le pays de développer des marchés d'exportation pour ses propres produits le mettaient définitivement en désavantage vis-à-vis les États-Unis; déjà le Canada devait faire des concessions eu égard à ses industries du textile et du vêtement que d'autres pouvaient refuser créant ainsi un effet de diversion vers son marché.

Bientôt, de nouveaux pays exportateurs, d'Asie surtout, commencent à pénétrer les marchés d'Europe et d'Amérique et le principe d'ententes bilatérales doit s'étendre à ces nouveaux concurrents internationaux selon un concept qui impose une certaine rigueur aux conditions de ces ententes: Il faudra que le pays importateur puisse démontrer que son marché intérieur pour un produit donné est menacé par les importations en provenance d'un pays en particulier pour pouvoir imposer une restriction aux importations de ce pays.

Sur cette base d'une définition assez générale de la désorganisation d'un marché domestique, le GATT accepta le principe d'une industrie mondiale dirigée qui, bien que compatible avec ses objectifs principaux, légitimise la dérogation à une de ses règles fondamentales, soit la non discrimination des marchés.

L'application de ce principe nécessite des réglementations spéciales, qui furent incorporées dans un premier Arrangement concernant le textile de coton signé en 1961, lequel fut renégocié à trois reprises jusqu'en 1973. A ce moment il prit le nom d'Arrangement multifibres reflétant les nouvelles technologies qui permettaient de substituer les fibres naturelles par les fibres synthétiques et qui s'implantaient rapidement dans les pays exportateurs tels la Corée et Taïwan.<sup>1</sup>

Ces réglementations et toutes celles qui furent rajoutées par la suite avaient pour but de spécifier toujours davantage les conditions permettant de limiter les importations en provenance de pays à bas prix à partir d'ententes bilatérales entre le pays exportateur et importateur. Reconnaisant l'impossibilité de toujours pouvoir réconcilier les intérêts de l'un et de l'autre, l'Accord permet à un pays de prendre, exceptionnellement, une action unilatérale.

Les principaux éléments de cette réglementation étaient:

. L'engagement par tous les pays signataires de n'imposer des restrictions d'importations que selon les normes de l'AMF.

---

1. Frank STONE, *Discussion de l'Accord multifibres. Canada, the GATT and the International Trade system*, The Institute for Research on Public Policy, 1984, p. 98-112.

. Que toutes restrictions ne soient imposées que si elles sont justifiées par la désorganisation de marché pour un produit donné dans le pays importateur. Cette désorganisation du marché peut être causée par des prix beaucoup plus bas que ceux en vigueur dans le pays importateur et une poussée soudaine des importations en provenance du pays exportateur. Il faut aussi démontrer que ces deux conditions causent ou menacent de causer des dommages considérables à l'industrie domestique concernée.

. Que les quantités allouées soient augmentées annuellement de six pour cent.

. Que d'autres conditions techniques soient remplies relativement aux quotas non utilisés, et aux pays plus défavorisés.

. L'établissement de barèmes permettant la croissance plus ou moins ordonnée des exportations de produits textiles, donnant l'accès des marchés aux nouveaux pays producteurs et aux plus petits pays.

. Le contrôle de ces mécanismes de réglementation par un organisme international sanctionné par le GATT.

Plus de cinquante pays sont devenus signataires de cette première entente.

Les renégociations de l'AMF en 1977, 1981 et 1986 ont reflété les conditions de développement de l'industrie mondiale du textile et du vêtement en apportant des ajustements aux règles de base établies en 1973. Ainsi, en 1977 la nouvelle entente prévoyait des exceptions à la règle relative au taux annuel de croissance de 6% afin de ralentir le taux de pénétration des pays fournisseurs qui étaient de plus en plus nombreux.

En 1981, l'emphasis est mise sur la nécessité de réduire le taux de croissance des plus gros pays exportateurs afin de mieux équilibrer les exportations provenant de nouveaux pays exportateurs. En 1986, c'était à nouveau un resserrement des taux de croissance des principaux pays exportateurs et l'inclusion de nouvelles fibres dans la description de produits sujets à des restrictions. En juillet 1991, l'Accord fut renouvelé, sans renégociation de ses règlements, pour une période intérimaire dans l'attente d'un nouvel Accord du GATT, qui devrait prévoir l'élimination éventuelle de l'AMF.

## ***2. Le contexte mondial***

Depuis 1961 et surtout avec le premier Accord multifibres en 1973, l'évolution de l'industrie textile mondiale s'est faite sous des conditions de marché particulières, vu l'importance de cette industrie dans les économies de presque tous les pays: D'une part, le textile et le vêtement sont parmi les premiers secteurs à être développés dans le processus d'industrialisation et, d'autre

part ils continuent toujours de représenter une base industrielle de première importance dans la plupart des pays développés.

Bien que l'AMF permette à ses quelque 55 pays signataires de faire exception aux règles du GATT et de protéger leur industrie de façon formelle, pratiquement tous les pays protègent d'une façon où d'une autre leur industrie domestique dans ces secteurs<sup>2</sup>.

. Les pays développés qui souscrivent à l'Accord multifibres tels les États-Unis, la Communauté européenne, le Canada et d'autres pays développés restreignent les importations de certains secteurs de leur industrie textile-vêtement au moyen d'ententes bilatérales avec un nombre varié de pays exportateurs portant sur des produits spécifiques. Malgré la nature protectionniste de ce régime, les exportations de ces produits à partir des pays à bas prix vers les pays développés ont progressé rapidement passant d'une valeur d'approximativement \$2.5 milliards américains en 1973 à une valeur de près de \$9.2 milliards en 1987 et les exportations de vêtements pour les mêmes périodes ont progressé de \$3.3 milliards à \$31.9 milliards. Aussi durant cette même période, les expéditions mondiales en textiles des pays en voie de développement sont passées de \$4.35 à \$21.35 milliards tandis que les expéditions équivalentes en vêtements sont passées de \$3.8 à \$35.8 milliards<sup>3</sup>.

. Les pays en voie de développement, et les pays qui formaient jadis l'Europe de l'Est n'appliquent pas les règles d'importation selon les modalités de l'AMF mais ont presque tous recours à des méthodes diverses pour limiter de façon sévère l'importation de textiles et vêtements,

. Enfin certains pays comme le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande restreignent leurs importations de ces produits en dehors du cadre de l'AMF selon leur politique industrielle propre.

Bien que le régime de l'Accord multifibres et les différentes mesures protectionnistes des pays qui n'en sont pas signataires aient pour objectif de restreindre le commerce, la valeur du commerce mondial des textiles et du vêtement a atteint un niveau de \$162 milliards américains en 1987<sup>4</sup>.

---

2. WOLFF, Alan Wm., HOWELL, Thomas, NOELLERT, William A., *The reality of world trade in textiles and apparel*.

3. DICKERSON, Kitty G., *Textiles and Apparel in the International Economy*, Macmillan publishing Co., 1991, p. 142-151.

4. *Idem*.

### 3. Le contexte canadien

Le Canada, à l'instar des autres pays développés négocie dans les années '60 des accords de restriction des importations avec des pays à bas prix et, au début des années '70, avait de tels accords avec quelque vingt pays. En 1970, le gouvernement canadien annonce une Politique du textile qui affirmait son intention de continuer les restrictions sur les textiles et les vêtements.

Un des éléments de cette politique fut la création du Bureau canadien du textile et du vêtement, un organisme indépendant qui avisera le gouvernement canadien sur l'évolution de l'industrie canadienne et la nécessité d'établir des restrictions d'importations sur certains produits. Une des premières recommandations du Bureau fut faite relativement aux importations de chemises en provenance du Japon surtout et le gouvernement imposa alors un quota global sur les chemises de toutes provenances conformément à l'Article XIX du GATT

Le Canada adhéra à l'Accord multifibres dès son introduction et se conforma à ses règles jusqu'en 1976 alors que sous l'effet d'une augmentation massive des importations de vêtements, le Canada invoqua de nouveau l'article XIX du GATT pour imposer un quota global sur les importations de presque toutes les catégories de vêtements. Durant les trois années suivantes, les importations demeurèrent sensiblement au niveau établi en 1976 permettant ainsi aux participants des différentes industries de stabiliser leur production et d'entreprendre les actions nécessaires pour améliorer leur compétitivité sur le marché canadien.

Ayant réintégré les disciplines de l'AMF en 1979, le Canada élaborait une nouvelle politique du textile en 1981 qui, en rapport avec le renouvellement de l'Accord multifibres, prévoyait une mise de fonds importante pour permettre aux entreprises canadiennes de mettre en place des stratégies de développement qui leur permettraient éventuellement de concurrencer les fournisseurs internationaux à bas prix.

Cependant, ces mesures ne purent suffire à contrer la puissance d'exportation des pays en voie d'industrialisation et de ceux nouvellement industrialisés. De 1982 à 1986, ils ont plus que doublé leurs exportations de vêtements et de textiles primaires vers le Canada nécessitant une restructuration importante de la production canadienne dans ces deux secteurs.

Enfin en 1986, lors de la renégociation du 4<sup>e</sup> protocole de l'Accord multifibres, le Canada annonce une nouvelle politique du textile qui affirme la nécessité de réduire le taux de croissance des importations afin de maintenir la production du textile et du vêtement à un niveau viable au Canada et faire en sorte que ces industries puissent mieux prévoir l'environnement dans lequel planifier leur futur. Ces négociations ont résulté en des restrictions plus serrées. En 1991, le Canada a des ententes avec 28 pays exportateurs de vêtements et 21 pays exportateurs de textiles.

En 1989, le Canada a importé 283,000,000 unités de vêtements en provenance de plus de cent quinze pays représentant 43% en volume du marché intérieur et pour de 2 milliards de dollars représentant 29% en valeur du marché canadien<sup>5</sup>. Dans le secteur des textiles, le Canada a importé en 1989 un valeur de plus de \$3 milliards représentant plus de la moitié des expéditions canadiennes<sup>6</sup>.

Ce degré élevé des importations au Canada témoigne de l'ouverture du pays au marché mondial, nonobstant l'utilisation de mesures restrictives pour contrôler les importations des pays à bas prix.

Les participants dans les industries du textile et du vêtement qui ont déjà vécu différentes étapes d'adaptation à une compétition très sévère des pays à bas prix, et cela malgré l'existence du régime de l'AMF, devront dans les prochaines années planifier leur développement dans un environnement international des plus dynamique.

D'une part, il est probable qu'un des résultats des négociations du cycle de l'Uruguay du GATT soit l'élimination graduelle de l'Accord multifibres au cours des dix prochaines années. D'autre part, en 1993, les tarifs de la nation la plus favorisée (NPF) auront déjà été réduits de moitié sur les produits de textiles et les vêtements dans les échanges avec les États-Unis par suite de l'Accord de libre-échange et ils seront réduits à zéro dans les cinq années subséquentes.

Entre-temps, il est aussi probable qu'un Accord de libre-échange nord-américain soit conclu, nécessitant sans doute une révision des plans déjà mis en place pour l'entente avec les États-unis. Enfin, la création du marché unique et de l'espace économique européen auront aussi des répercussions sur les conditions du marché mondial de ces industries.

Dans ce contexte, nous proposons d'examiner les différentes composantes des industries canadiennes et québécoises du textile et du vêtement pour connaître leurs principales coordonnées et évaluer les conditions qui sous-tendent leur adaptation à l'accession du Québec à la souveraineté et à un nouvel espace économique canadien.

#### ***4. Les industries du textile et du vêtement***

Les industries du textile et du vêtement au Canada subissent depuis dix huit mois les effets d'une récession exceptionnelle. Des données récentes font état de réductions considérables dans les expéditions de textiles. Ainsi, les expéditions canadiennes auraient diminué de 8.9% en 1990 et

---

5. INDUSTRIE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE CANADA, *Rapport sur les marchés apparents des textiles et des vêtements*, 1991.

6. *Idem*, Industrie du textile, données statistiques 1990.



de 13% dans le premier semestre de 1991 comparativement à la même période en 1990<sup>7</sup>. Par ailleurs des milliers d'emplois auraient été perdus dans l'industrie du vêtement en raison principalement de la récession<sup>8</sup>.

Ces conditions modifient sans doute l'image ponctuelle de ces industries telle qu'elle existe aujourd'hui comparativement à celle qui nous est donnée par les statistiques officielles disponibles. Ce sont cependant ces dernières que nous devons utiliser pour obtenir une vue d'ensemble globale de ces industries.

## 5. *La chaîne textile*

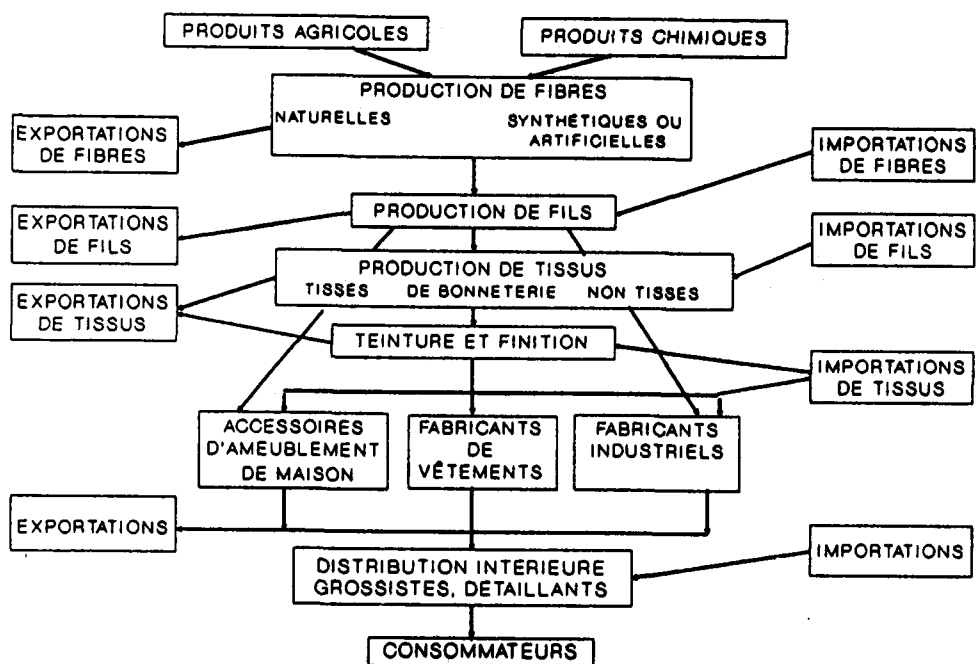
La chaîne textile est composée de multiples industries souvent très différentes entre elles, à plusieurs égards interdépendantes et à certains points de vue diamétralement opposées dans leurs objectifs et leurs intérêts. Bien que les informations quantitatives sur ces industries nous aident à connaître leur situation relative dans la chaîne textile et dans l'espace économique canadien, il faut aussi comprendre les liens qui les relient entre elles et qui conditionnent leur développement selon l'environnement économique dans lequel elles évoluent.

Le graphique 1<sup>9</sup> décrit les principales étapes de production dans la chaîne textile. Cet organigramme qui illustre les différents procédés de transformation des fibres et leurs liens d'interdépendance fait aussi ressortir les échanges internationaux qui prennent une part importante dans la totalité de la production au Canada.

- 
7. MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE, Québec, *Conjoncture des industries du textile Québec/Canada*, Octobre 1991.
  8. *Idem*, HANSON, Michel W. (directeur), *Le vêtement québécois, un secteur d'avenir*, 3 décembre 1991.
  9. Reproduit de: *Une enquête visant les tarifs sur les textiles. Volume 1: Rapport*, Le Tribunal canadien du commerce extérieur, février 1990.

## Graphique 1

### Industrie du textile et industries connexes



Source : Adapté de *L'industrie canadienne du textile, Étude des ressources humaines*, Immigration Canada, novembre 1988.

La chaîne textile canadienne est définie de façon précise au moyen de la classification type des industries (CTI) qui est utilisée, entre autres, pour recueillir les données statistiques officielles. Selon cette classification, la chaîne se divise en 3 secteurs principaux, chacun comportant un certain nombre d'industries:

Les secteurs des textiles primaires et des produits textiles forment ce qu'on appelle communément l'industrie textile tandis que le troisième secteur est constitué des industries du vêtement.

*Le secteur des textiles primaires* est constitué des industries suivantes, avec leur identification CTI:

- 1811: Les fibres chimiques et les filés de filament
- 1821: Filature et tissage de la laine
- 1829: Autres industries des filés et tissus tissés
- 1831: Tissus larges, à mailles

*Le secteur des produits textiles* est constitué de ces industries:

- 1911: Du feutre et du traitement des fibres naturelles.
- 1921: Des tapis, carpettes et moquettes
- 1931: Des articles en grosse toile et produits connexes
- 1991: Des tissus étroits.
- 1992: De la teinture et du finissage à forfait de produits textiles.
- 1993: Des articles de maison en textiles.
- 1994: Des articles d'hygiène en textiles
- 1999: Autres industries de produits textiles incl. filés pour pneus
- 3993: Des carreaux, dalles, linoléums et tissus enduits (inclus dans certaines données sur ce secteur)

*Le secteur du vêtement* comprend les groupes principaux et industries suivantes:

a) Le groupe des vêtements pour hommes et garçons et ses industries:

- 2431: Des manteaux
- 2432: Des complets et vestons
- 2433: Des pantalons
- 2434: Des chemises et sous- vêtements
- 2435: De la confection à forfait

b) Le groupe des vêtements pour dames et ses industries:

- 2441: Des manteaux et vestes
- 2442: Des vêtements de sport
- 2443: Des robes
- 2444: Des blouses chemises
- 2445: De la confection à forfait.

Les autres industries suivantes:

- 2451: De vêtements pour enfants
- 2491: Des chandails
- 2492: Des vêtements professionnels
- 2493: Des gants
- 2494: Des bas et chaussettes.
- 2495: Des articles en fourrure
- 2496: Des vêtements de base
- 2499: Des autres industries de l'habillement.

Nous examinons plus loin certaines de ces industries afin d'obtenir une perspective plus précise de leur position stratégique dans la chaîne textile canadienne et ainsi apprécier leurs possibilités dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté. Mais il y a lieu tout d'abord de situer l'importance des industries québécoises du textile et du vêtement dans l'espace économique canadien.

En 1989, les livraisons québécoises de textiles se chiffraient à \$3.1 milliards et celles de vêtements à \$4.2 milliards représentant 48.1% et 60.9% respectivement des expéditions canadiennes<sup>10</sup>. Selon des données pour 1988, les industries du textile et du vêtement procuraient 18% de tous les emplois manufacturiers au Québec, ce qui représentait 53.4% de tous les emplois canadiens dans ces industries<sup>11</sup>.

Les expéditions canadiennes de l'industrie textile étaient de \$6.6 milliards en 1989 et elle procurait 62,000 emplois répartis dans quelque 1 100 établissements. Les produits textiles sont utilisés dans près de 150 industries mais servent principalement les marchés des articles de maison, des vêtements et des produits industriels dans les proportions respectives de 45, 35, et 20 pour cent<sup>12</sup>.

---

10. Statistique Canada, Cat. 31-001.

11. *Idem*, Recensement des manufacturiers.

12. INDUSTRIE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE CANADA, *Compétitivité de l'industrie. Une perspective sectorielle 1991*.

Des études antérieures<sup>13</sup> ont analysé en profondeur le flux des échanges commerciaux entre le Québec et les autres provinces du Canada à l'intérieur de la chaîne textile. Ces études datant du milieu des années '70 indiquent de façon globale la dynamique du commerce des textiles et des vêtements entre le Québec et le reste du Canada. Selon ces études et les différentes interprétations qu'on peut en tirer, la production de textiles et vêtements au Québec était destinée pour environ 55% au marché québécois, 25% au marché de l'Ontario, 15% aux autres destinations du Canada et le reste aux marchés d'exportation.

Sur la base d'une interprétation de statistiques plus récentes<sup>14</sup>, nous croyons que ces analyses représentent encore assez fidèlement la réalité d'aujourd'hui. Mais elles ne suffisent cependant pas à décrire adéquatement les relations d'interdépendance entre les nombreuses industries dans ce secteur. Pour ce faire, nous discutons brièvement ci-après certaines des principales industries de la chaîne textile canadienne.

## **6. Le secteur des textiles primaires**

### **6.1 1811 : L'industrie des fibres chimiques et des filés de filaments**

Cette industrie est au tout début de la chaîne canadienne du textile. Elle est surtout servie par un petit nombre de grandes entreprises internationales sous contrôle étranger. Elle est largement concentrée en Ontario où plus de 70% des 6096 emplois canadiens étaient situés en 1988<sup>15</sup>. Le Québec ne comptait que pour environ 16% des emplois canadiens. En 1989, les livraisons canadiennes de cette industrie étaient de \$1.0 milliard représentant 15% des expéditions des secteurs primaires et produits textiles. Ses exportations représentaient 32% de ses livraisons totales<sup>16</sup>. Les livraisons domestiques étaient de près de \$700 millions. Ces fibres et filaments sont le produit de base dans tous genres de filés et tissus tissés et tricotés utilisés dans la confection de vêtements et d'articles de maison. Ils sont aussi utilisés par les fabricants de produits textiles tels les tapis et les produits industriels, comme le feutre, les textiles pour pneus, les tissus pour accessoires automobiles. Ils sont en grande partie transformés au Québec pour

---

13. NAPPI, Carmine, *The structure of Quebec's exports*. C.D. Howe Research Institute, 1978. PESTIAU, Caroline, *The Quebec Textile Industry in Canada*, C.D. Howe Research Institute, 1978, GOUVERNEMENT DU CANADA, *The Textile Industry, A Canadian challenge*, 1979.

14. COMMISSION SUR L'AVENIR POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL DU QUÉBEC, *Éléments d'analyse économique pertinents à la révision du statut politique et constitutionnel du Québec*, p. 109.

15. Statistique Canada, Cat. 31-203.

16. INDUSTRIE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE CANADA, *Industrie du textile, données statistiques 1990*, Calculs de l'auteur.

être distribués à travers la chaîne textile sur les marchés canadiens et dans une faible mesure sur les marchés d'exportation.

## Tableau 1

### Profil statistique de l'industrie 1811<sup>15-16</sup>

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	1010.4
Québec	confidentialité
Ontario	778.0 (77%)*
Importations	386.7
Exportations	328.9

\*Chiffre dérivé du pourcentage en 1988

## Tableau 2

### Répartition d'emplois - Industrie 1811<sup>15</sup>

	1988
Emplois au Canada	6,096
Emplois en Ontario	4,411 (72%)
Emplois au Québec	confidentialité

## 6.2 1821 : L'industrie de filature et tissage de la laine

Cette industrie est largement concentrée au Québec qui selon les plus récentes statistiques de 1988 compte pour 69% des quelque 4100 emplois au Canada.<sup>15</sup> Les produits de cette industrie sont en grande partie destinés à la production des vêtements et du meuble. Nous estimons que plus de 80% des produits de la chaîne textile reliés à la laine sont transformés au Québec. Ce secteur représente quelque 6% des expéditions totales des textiles et quelque 6% des emplois.<sup>16</sup> Les importations de cette industrie comptent pour plus de 40% de la valeur des expéditions canadiennes tandis que les exportations ne comptent que pour 10% de celles-ci.

**Tableau 3****Profil statistique de l'industrie 1821<sup>15-16</sup>**

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	418.2
Québec	280.0 (67%)*
Ontario	confidentialité
Importations	181.8
Exportations	45.8

\*Chiffre dérivé du pourcentage en 1988

**Tableau 4****Répartition des emplois: Industrie 1821<sup>15</sup>**

	1988
Emplois au Canada	4103
Emplois en Ontario	confidentialité
Emplois au Québec	2841 (69%)

**6.3 1829 : Autres industries des filés et des tissés**

Cette industrie est la plus importante des secteurs des textiles primaires et des produits textiles et la seconde dans toute la chaîne textile pour ce qui est du nombre d'emplois au Canada, soit 11,673 en 1988 comparativement à 15,113 dans l'industrie de la confection à forfait de vêtements pour dames: 58% de ces emplois étaient situés au Québec, 38% en Ontario et 4% dans les autres provinces canadiennes.<sup>15</sup> Bien que cette industrie compte quelque 87 établissements, il faut noter que quatre sociétés contribuent pour près du quart des expéditions. Les procédés de fabrication dans cette industrie ayant une étroite relation d'interdépendance, où le produit de l'un devient la matière première de l'autre, il y a, dans plusieurs cas, un haut degré d'intégration entre les unités de production situées au Québec et en Ontario. Ainsi, des filés produits au Québec peuvent être utilisés pour fabriquer des tissus dans des usines ontariennes, lesquels seront ensuite apprêtés dans une usine de finition québécoise. Inversement, des filés produits en Ontario sont utilisés dans la fabrication de tissus au Québec et retournés en Ontario pour être apprêtés. La production canadienne de cette industrie essentielle de la chaîne textile est concentrée au Québec mais possède toutefois des composantes importantes en Ontario. Celles-ci font surtout partie de la structure de fabrication intégrée des sociétés à usines multiples.

Ainsi il faut considérer, au-delà des statistiques, l'importance de ces synergies pour les grandes entreprises qui contribuent une part substantielle de la production dans ce secteur. Par ailleurs, cette industrie caractérisée par un très grand nombre de produits différents dans une variété presque illimitée de couleurs et de présentations compte sur l'importation pour répondre aux besoins de près de la moitié de la demande canadienne. En 1989 le Canada a importé \$1.1 milliards en produits de cette industrie pour satisfaire un marché de \$2.2 milliards.<sup>16</sup>

## Tableau 5

### Profil statistique de l'industrie 1829<sup>15-16</sup>

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	1242.6
Québec	820.1 (66%)*
Ontario	397.6 (32%)*
Importations	1116.2
Exportations	153.6

\*Chiffre dérivé du pourcentage en 1988

## Tableau 6

### Répartition des emplois et établissements: Industrie 1829<sup>15</sup>

	1988
Emplois au Canada	11673
Emplois au Québec	6762 (58%)
Emplois en Ontario	4283 (37%)
Établissements au Canada	87
Ontario	52
Québec	31



## 6.4 1831 : *L'industrie de tissus larges, à mailles*

Cette industrie est un des plus importants clients de l'industrie canadienne des filés. Elle produit des tissus tricotés à usage industriel et pour le vêtement. Des 3 017 emplois dans cette industrie en 1986, 73% étaient situés au Québec et 27% étaient en Ontario.<sup>15</sup> Le nombre des emplois était sensiblement le même en 1988 et bien que l'information par région est maintenant confidentielle, la distribution est sans doute demeurée la même. On estime que plus de 60% des filés produits dans les usines ontariennes sont destinés à l'industrie de transformation québécoise. Les expéditions de cette industrie en 1989 étaient de \$466.3 millions et bien que l'information par région ne soit pas disponible, nous estimons qu'environ 75% de ces expéditions proviennent du Québec. L'industrie compte 61 établissements au Canada dont 74% sont situés au Québec et le reste est en Ontario.

## 7. *Le secteur des produits textiles*

Trois industries parmi les neuf que contient le secteur des produits textiles comptent pour plus de 65% des livraisons canadiennes de ce secteur et nous les examinerons plus particulièrement pour comprendre leur caractéristiques.

### 7.1 1921 : *L'industrie des tapis, carpettes et moquettes*

Cette industrie contribue 15% des livraisons de toute la chaîne canadienne des textiles avec des livraisons en 1989 de plus d'un milliard de dollars.<sup>16</sup> Elle procure, selon les données de 1988, 5 897 emplois au Canada dont 41%, soit 2,444 étaient situés au Québec.<sup>15</sup> Plus de 90% de la production canadienne est destinée au marché domestique. Selon une enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur<sup>17</sup>, 91% des matériaux de base utilisés dans la production de tapis, carpettes et moquettes proviennent de fournisseurs canadiens. Cette industrie est donc un important client des fabricants canadiens de fibres. Le marché d'exportation ne représente que 9% des expéditions. L'adaptation de cette industrie canadienne à l'environnement crée par le libre-échange et la récession économique résultera sans doute en des réorientations stratégiques de plusieurs entreprises de cette industrie.

---

17. Tribunal canadien du commerce extérieur: *op. cit.*

## Tableau 7

### Profil statistique de l'industrie 1921<sup>15-16</sup>

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	1027.8
Québec	483.1 (47%)*
Ontario	confidentialité
Importations	268.6
Exportations	92.0

\*Chiffre dérivé du pourcentage en 1988

## Tableau 8

### Répartition des emplois et établissements: industrie 1921<sup>15</sup>

	1988
Emplois au Canada	5897
Emplois au Québec	2444 (41 %)
Emplois en Ontario	confidentialité
Établissements au Canada	41
Québec	19
Ontario	18

### 7.2 1993 : *L'industrie des articles de maison en textiles*

L'industrie des articles de maison en textiles avaient en 1989 des expéditions de \$700 millions dans un marché canadien de \$878 millions.<sup>16</sup> Le nombre d'établissements dans cette industrie est de 248 (1988) reflétant une grande fragmentation. Le Québec comptait en 1988 47% des emplois et l'Ontario 45%.<sup>15</sup> Il n'y a concentration que dans la production intégrée de draps et taies d'oreiller où une entreprise au Québec compte pour toute la production sous cette catégorie. Les importations dans cette industrie comptent pour environ 22% du marché canadien.

## Tableau 9

### Profil statistique de l'industrie 1993<sup>15-16</sup>

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	705.6
Québec	366.9 (52 %)*
Ontario	296.4 (42 %)*
Importations	189.8
Exportations	16.6

\*Chiffre dérivé du pourcentage en 1988

## Tableau 10

### Répartition des emplois et établissements: industrie 1993<sup>15</sup>

	1988
Emplois au Canada	8530
Emplois au Québec	3977 (47 %)
Emplois en Ontario	3798 (45 %)
Établissements au Canada	248
Québec	88 (35 %)
Ontario	103 (42 %)

### 7.3 1999 : L'industrie des autres industries de produits textiles

Ces autres industries de produits textiles, incluant les filés pour pneus consistent en produits textiles divers et procurent 8444 emplois au Canada dont 32% sont localisés au Québec, 45% en Ontario et 16% dans les autres provinces canadiennes.<sup>15</sup> Ces produits ont de nombreuses applications industrielles dans des industries variées qui sont en majeure partie localisées en Ontario. Ils utilisent des intrants de tissus tissés et tricotés manufacturés au Québec et en Ontario.

**Tableau 11**

**Profil statistique de l'industrie 1999<sup>15-16</sup>**

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	700.8
Québec	259.3 (37%)*
Ontario	301.3 (43%)*

\*Chiffre dérivé du pourcentage en 1988

**Tableau 12**

**Répartition des établissements: industrie 1999<sup>15</sup>**

	1988
Établissements au Canada	249
Québec	76
Ontario	101

**7.4 1992 : L'industrie de la teinture et du finissage à forfait de produits textiles**

L'industrie de la teinture et du finissage à forfait de produits textiles emploie près de 5752 personnes dont 73% sont situées au Québec et la centaine d'établissements dans cette industrie apprêtent les matériaux utilisés par les manufacturiers de produits finis surtout dans le secteur du vêtement.

**Tableau 13**

**Profil statistique de l'industrie 1992<sup>15-16</sup>**

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	282.1
Québec	208.7 (74%)*
Ontario	59.2 (21%)*

\*Chiffre dérivé du pourcentage en 1988

**Tableau 14****Répartition des emplois: industrie 1992<sup>15</sup>**

	1988
Emplois au Canada	5752
Emplois au Québec	4171 (73 %)
Emplois en Ontario	1198 (21 %)

Les autres industries du secteur des produits textiles, nommément l'industrie du feutre et du traitement des fibres naturelles(1911), les articles en grosse toile et produits connexes(1931), les tissus étroits(1991), les articles d'hygiène en textiles(1994) et les carrés, linoléums, dalles et tissus enduits (3993) sont produits dans quelque 288 établissements procurant plus de 10,000 emplois dont un peu moins de la moitié sont situés au Québec. Ces industries servent des créneaux de marchés spécialisés, de nature industrielle, qui sont répartis principalement en Ontario et au Québec mais aussi dans les autres provinces canadiennes.

**Tableau 15****Profil statistique d'industries 1911,1931, 1991, 1994, 3993<sup>15-16</sup>**

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	1053.0
Québec	(30% estimation)
Ontario	(50% estimation)

**8. Les industries du vêtement**

La fabrication du vêtement comprend dix-huit industries: Les vêtements pour hommes et pour dames comprennent chacun cinq industries. Les autres industries servent des créneaux de marchés spécifiques.

Les dernières statistiques canadiennes disponibles sur la répartition des emplois dans ces industries datent de 1988, mais nous utiliserons aussi certaines données plus récentes compilées par le Ministre de l'Industrie du Commerce et de la Technologie du Québec qui donnent des chiffres plus à jour quoique sur une base un peu différente.

Pour situer le secteur du vêtement dans une perspective canadienne nous reproduisons ci-dessous des extraits du rapport de l'enquête visant les tarifs sur les textiles faite par le Tribunal canadien du commerce extérieur et publié en 1990<sup>18</sup>. Cette enquête comprenait une étude exhaustive de l'industrie du vêtement. Le rapport mentionnait entre autres:

*Dans l'industrie du vêtement, le total d'emplois est passé de près de 111 000 en 1984 à environ 120,000 en 1988. Cette industrie se concentrait au Québec (57p. 100 des emplois), en Ontario (31p. 100) et au Manitoba (6p. 100). Les manufacturiers se retrouvent principalement dans les grands centres urbains, tels Montréal, Winnipeg et Toronto. La production de vêtements représentait 18p. 100 des emplois en manufactures dans la région de Montréal, 17 p. cent dans la région de Winnipeg et 6 p. 100 dans la région de Toronto. En 1988, l'industrie canadienne du vêtement a satisfait à 72 p. cent de la demande du marché intérieur, pour ce qui est de la valeur, comparativement à 60 p. cent pour l'ensemble des industries manufacturières*

*[...] Témoignant devant le tribunal, plusieurs fabricants de vêtements ont décrit ainsi les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur capacité de concurrencer: des perspectives de croissance nulles ou négligeables du marché intérieur, une constante augmentation des importations et peu de perspectives intéressantes sur les marchés d'exportation. A titre d'exemple des pressions actuelles de la concurrence, ils ont souligné le fait que plusieurs groupes de producteurs de vêtements étaient déjà aux prises avec une pénétration importante de produits importés, particulièrement des chandails, des vêtements d'extérieur, des chemisiers et des chemises pour hommes.*

*[...] Les fabricants de vêtements avaient l'impression que l'Accord de libre-échange (ALE) risquait de compromettre les possibilités d'exportation de leur industrie. Ils estimaient que l'élimination du programme de drawbacks de droits prévue pour 1994, que l'imposition de la règle de la double transformation et que le faible contingentement tarifaire ne présageaient rien de bon pour l'avenir.*

*[...] À leur avis, la règle de la transformation et le contingentement tarifaire limitent les possibilités d'exportations qu'aurait pu leur offrir l'ALE car ces mesures restreignent l'utilisation des tissus importés dans la confection de vêtements distribués au marché américain. Ces articles ne seraient pas conformes à la règle de la double transformation et leurs exportations, en excédant du contingentement tarifaire, seraient assujetties, par la douane américaine aux taux NPF ainsi qu'au contingentement s'appliquant aux produits du pays fournisseur de ces tissus.*

*[...] L'industrie du vêtement a fait valoir qu'avec l'entrée en vigueur de l'ALE, il lui serait difficile de conserver sa part actuelle du marché intérieur et encore plus difficile d'augmenter ses exportations, si elle ne parvenait pas à différencier davantage ses produits de ceux de l'industrie américaine. Afin de parvenir à cette différenciation des produits et de protéger le*

---

18. *Idem*, p 19-25.

*marché extérieur de la concurrence des entreprises américaines utilisant des tissus américains, l'industrie canadienne du vêtement doit absolument avoir accès de façon moins coûteuse, à des tissus provenant d'autres pays et différents de ceux que produisent le Canada et les États-unis*

Il va sans dire que l'industrie canadienne des textiles primaires ne souscrit pas à cet argument et que celui-ci est un point de controverse majeur qui à plusieurs égards a affaibli les efforts concurrentiels de la chaîne du textile canadienne. Le rapport du tribunal notait cependant:

*[...] Outre le fait qu'ils ont effectivement besoin d'améliorer l'accès à des tissus en provenance d'autres pays, les représentants de l'industrie du vêtement ont affirmé que, dans la mesure du possible, ils préféreraient faire affaire avec des fournisseurs canadiens, réduisant ou éliminant ainsi les risques inhérents à l'importation de produits étrangers.*

*[...] D'après les fabricants de vêtements, l'accès à des tissus produits au pays est un facteur très important qui leur permet de demeurer concurrentiels sur le marché canadien.*

D'après son enquête auprès des fabricants de vêtements, le Tribunal estime que:

*[...] Dans l'industrie du vêtement, l'utilisation de tissus produits au pays a diminué, passant de 51 p. cent en 1984 à 47 p. cent en 1988. Les États-unis fournissaient environ 11 p. cent des matières textiles de base, alors que les importations en provenance de pays tiers passaient de 37 p. cent en 1984 à 42 p. cent en 1988.*

*[...] Des trois grandes catégories de matières textiles utilisées dans la fabrication des vêtements, (c'est-à-dire les fils, les étoffes de bonneterie et les tissus), ce sont les fils que l'on retrouvait en plus grande quantité sur le marché intérieur; cette tendance était cependant à la baisse puisque l'approvisionnement sur le marché intérieur est passé de 81 p. cent en 1984 à 72 p. cent en 1988.*

*[...] Entre 1984 et 1988, les fabricants de vêtements ont acheté une plus grande partie de leur tissus tissés à l'extérieur du Canada. Les fournisseurs des pays autres que les États-unis ont fourni aux fabricants de vêtements canadiens 51 p. cent de leurs tissus en 1988, alors que ce pourcentage n'était que de 46 p. cent en 1984. Les fournisseurs américains ont fourni entre 9 et 12 p. cent. L'approvisionnement en tissus tissés sur le marché intérieur a diminué, passant de 43 p. cent en 1984 à 39 p. cent en 1988.*

*[...] Par contre, la provenance d'étoffes de bonneterie est demeurée passablement la même entre 1984 et 1988. Les fournisseurs locaux ont fourni entre 62 et 65 p. cent des étoffes dont les fabricants avaient besoin; entre 21 et 22 pour cent de ces étoffes ont été importées des États-unis et entre 14 et 17 p. cent de pays tiers.*

Après cette vue d'ensemble de l'industrie canadienne, il est révélateur d'examiner plus en détail les principales industries de ce secteur:

### 8.1 *Les vêtements pour hommes*

Dans les cinq industries de vêtements pour hommes, deux seulement ont la majorité des emplois au Québec.

Ainsi, dans l'industrie des manteaux (CTI 2431), 24% des 4885 emplois canadiens sont situés au Québec, 26% en Ontario et 50% dans les autres provinces.<sup>15</sup>

Dans l'industrie des chemises et sous-vêtements (2434) 38 % des 10,461 emplois sont au Québec. 50% en Ontario et 12% dans les autres provinces.<sup>15</sup>

Enfin dans l'industrie des pantalons (2433), 44% des 8,258 emplois sont au Québec, 43% en Ontario et 13% dans les autres provinces.<sup>15</sup>

Les livraisons canadiennes de ces trois industries représentaient en 1989 67% du secteur des vêtements pour hommes.

Par contre 74% des 8,684 emplois dans l'industrie de la confection à forfait(2435) et 57% des emplois dans celle des complets et vestons (2432) étaient situés au Québec en 1988.

Au total, 49% des 39,718 emplois dans cette industrie au Canada étaient situés au Québec en 1988<sup>15</sup>.

### Tableau 16

#### Profil statistique: industrie des vêtements pour hommes<sup>15-16</sup>

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	2229.9
Québec	1048.1 (47%)*
Ontario	802.8 (36%)*
Autres provinces	379.0
Importations	817.9
Exportations	67.3

\*Distribution provinciale dérivée du pourcentage en 1988



Tableau 17

**Répartition des emplois et établissements: industries des vêtements pour hommes<sup>15</sup>**

	1988
Emplois au Canada	39718
Emplois au Québec	19483 (49 %)
Emplois en Ontario	14097 (35 %)
Autres provinces	6138 (15 %)
Établissements au Canada	646
Québec	359
Ontario	167
Autres provinces	120

**8.2 Les vêtements pour dames**

Deux des cinq industries de vêtements pour dames, celle des manteaux et vestes (2441) et celle des vêtements de sport (2442) comptent pour 41 % des emplois de ce secteur. 37 % des emplois dans ces deux industries sont situés au Québec, 23 % sont en Ontario et 39 % dans les autres provinces. Ces industries représentaient, en 1989, 55 % des livraisons totales du secteur.

Dans les trois autres industries, environ 72 % des emplois sont situés au Québec et parmi elles, l'industrie de la confection à forfait (2445) dont 73 % des 15,113 emplois canadiens sont au Québec. Cette dernière représentait en 1988 17 % des livraisons québécoises de ce secteur et employait plus de 50 % de la main d'oeuvre.

Une récente analyse du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie du Québec, fournit des données additionnelles sur ce secteur. Ainsi il y est mentionné qu'en 1990 les importations s'accaparaient 37 % de la valeur du marché, que les fabricants québécois avaient 41 % du marché intérieur canadien tandis que les autres manufacturiers canadiens avaient 22 %.

**Tableau 18**

**Profil statistique: Industries des vêtements pour dames<sup>15-16</sup>**

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	2062.9
Québec	1382.1 (67%)*
Ontario	392.0 (19%)*
Autres provinces	288.8 (14%)*

Importations 726.5

Exportations 76.1

\*Chiffres provinciaux dérivés du pourcentage de 1988

**Tableau 19**

**Répartition des emplois et établissements: industries des vêtements pour dames<sup>15</sup>**

	1988
Emplois au Canada	37038
Emplois au Québec	21296 (57%)
Emplois en Ontario	8412 (23%)
Autres provinces	7330 (20%)
Établissements au Canada	1148
Québec	803 (70%)
Ontario	246 (21%)
Autres provinces	99

L'industrie de vêtements pour enfants (2451) avec un pourcentage des emplois canadiens situés au Québec de 74% est en grande partie une industrie québécoise.

Les livraisons canadiennes de vêtements pour enfants se sont élevées à environ 500 millions de dollars en 1989.

Les livraisons québécoises représentent 80% des livraisons canadiennes de ce secteur.

Les sept autres industries du secteur du vêtement, nommément les chandails (2491), les vêtements professionnels (2492), les gants (2493), les bas et chaussettes (2494), les articles en fourrure (2495), les vêtements de base (2496) et les autres articles d'habillement (2499), sont

aussi en grande partie québécoises selon la répartition des emplois, sauf les vêtements professionnels dont les emplois sont surtout en Ontario (52 % du total canadien de 4,594)

Le profil statistique de ces sept industries:

**Tableau 20**

**Profil statistique: industries 2491, 2492, 2493 2494, 2495, 2496, 2499<sup>15-16</sup>**

	1989 (millions \$)
Livraisons du Canada	2018.9
Québec	1302.2 (65 %)*
Ontario	605.6 (30 %)*
Importations	811.2
Exportations	178.7

\*Chiffres provinciaux dérivés du pourcentage en 1988

**Tableau 21**

**Répartition des emplois et établissements: industries 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2499<sup>15</sup>**

	1988
Emplois au Canada	31794
Emplois au Québec	18775 (59 %)
Emplois en Ontario	10546 (33 %)
Établissements au Canada	845
Québec	501
Ontario	254

## 9. Options de structures juridiques et économiques<sup>19</sup>

Des spécialistes en droit constitutionnel ont donné des hypothèses de structures politiques et économiques advenant l'accession du Québec à la souveraineté<sup>20</sup>.

Ils ont émis des opinions sur la probabilité des réponses ou réactions possibles des différents partenaires économiques du Canada et du Québec selon les différents scénarios de relations politiques et économiques que le Québec souverain aurait avec le Canada<sup>21</sup>.

Plusieurs de ces discussions mentionnent les industries du textile et du vêtement en soulignant leur importance dans l'économie canadienne et le traitement particulier qu'elles reçoivent dans l'économie mondiale.

Notre examen sommaire des industries du textile et du vêtement visait à renseigner sur l'importance relative des différentes industries dans la chaîne textile et à connaître la part du Québec dans ces industries. Il faudrait une analyse plus poussée pour pouvoir faire des projections sur l'évolution dans les différentes structures économiques possibles de chacune des quelque 31 industries distinctes que comprend la chaîne textile.

Toutefois, sur la base des informations que nous avons, nous révisons ci-après les aspects principaux concernant les industries du textile et du vêtement selon deux options d'accès du Québec à la souveraineté.

### 9.1 Option A- *L'accession à la souveraineté du Québec se réalise dans le cadre d'un marché commun avec le reste du Canada.*

Le Québec devient membre à part entière du GATT: Il adopte la structure tarifaire canadienne, maintient la nature de ses échanges commerciaux avec le reste du Canada et harmonise avec lui ses politiques commerciales extérieures.

Selon cette hypothèse d'un marché commun intégral, l'élaboration et l'administration des politiques commerciales relatives aux textiles et aux vêtements dans l'espace économique canadien relèveraient d'une autorité unique, à la différence de ce qui existe présentement dans la Communauté économique européenne (CEE).

---

19. Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, *Op. cit.*, p. 19-54.

20. *Idem.*

21. *Idem.*

Dans la CEE, les politiques extérieures sont établies par la Commission européenne qui est le seul mandataire pour établir les structures tarifaires du textile et du vêtement et pour négocier des quotas globaux, pour l'ensemble de la communauté à partir de consultations avec les pays membres. Cependant, ces quotas sont ensuite alloués à chaque pays qui administre le contrôle de leur utilisation par son propre système douanier.

Les contrôles douaniers existants dans le marché européen devront, en principe, disparaître en 1993 avec l'instauration du marché unique. A ce moment, le contrôle des quotas par les instances nationales devrait cesser, bien qu'il reste à trouver une formule pour continuer à répartir les importations sur tout le territoire et éviter ainsi la concentration des importations de la CEE dans des pays en particulier.

Dans un marché commun intégral Québec-Canada, la structure et l'administration des restrictions des importations resteraient telles qu'elles existent aujourd'hui. Cependant, le Québec souverain établirait ses propres politiques relatives aux industries du textile et du vêtement et pourrait négocier avec le reste du Canada une politique extérieure qui reflèterait ses priorités.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, le Canada possède présentement des ententes bilatérales concernant le vêtement avec 28 pays et concernant le textile avec 21 pays.

Le marché commun Québec-Canada serait le cadre pour la négociation d'une entente de libre-échange renouvelée Québec-Canada-États-unis<sup>22</sup> qui inclurait éventuellement le Mexique.

L'entente existante comprend des dispositions sur l'élimination des tarifs sur une période de dix ans, des règles d'origines spécifiques concernant les étapes de transformation requises à l'intérieur de la zone de libre-échange, des clauses spéciales sur les «drawbacks» de droits douaniers et des arrangements relatifs à un contingentement tarifaire applicable aux manufacturiers de vêtements. Comme nous l'avons indiqué, ces règles d'origine ont été dénoncées par les manufacturiers canadiens de vêtements.

Ces règles d'origine pour les textiles et les vêtements sont différentes des règles applicables à presque tous les autres produits. La plupart des autres produits se qualifient pour l'élimination des tarifs entre le Canada et les États-unis si leur contenu en matières canadiennes ou américaines représente 50% ou plus de leur valeur totale ou s'ils ont changé de classification tarifaire au cours de leur production au Canada et/ou aux États-unis.

Pour les textiles et les vêtements, il faut que les produits passent par des étapes spécifiques de production au Canada et/ou aux États-unis sans égard pour la règle du 50% de valeur ajoutée.

---

22. *Idem.*

Ces règles basées sur les procédés de transformation sont particulièrement complexes; elles reflètent la structure d'intégration qui caractérise la chaîne textile. Dans un marché commun Québec-Canada, ces règles s'appliqueraient sur l'ensemble de l'espace économique canadien et les conditions de leur application ne seraient donc pas modifiées par rapport à ce qui existe présentement.

### *9.1.1 Impact: L'industrie du textile*

Selon cette option, soit une structure juridique et économique où les échanges entre le Québec et le Canada se feraient sur la base d'un marché unique, sans aucun contrôle aux frontières, les industries du textile au Québec et dans le reste du Canada verraient peu d'impact sur leur environnement stratégique.

Ainsi, presque tous les producteurs canadiens de fibres font partie de multinationales étrangères dont les opérations au Canada sont compétitives sur le plan international et qui sont à développer des marchés mondiaux.

Un marché commun conserverait à ces producteurs la base de leur marché traditionnel au Canada, sans barrières tarifaires, laquelle leur permet de bâtir leur activités d'exportation.

Cette option est aussi favorable pour l'industrie de filature et tissage de la laine qui est principalement basée au Québec et qui a un faible pourcentage d'exportations à l'extérieur de l'espace économique canadien. Des tarifs américains élevés sur ces produits, plus de 30% dans certains cas, limitent leur accès aux marchés des États-unis, bien que leur compétitivité nord-américaine soit bien établie. L'environnement d'une zone de libre-échange avec le reste du Canada et les États-unis est très importante pour assurer le développement de cette industrie.

Il faut noter que le Canada a des ententes de restrictions d'importations de tissus worsted avec dix pays à bas prix, indiquant une grande pression sur le marché canadien de la part des producteurs internationaux.

Les autres industries des filés et des tissus tissés se partagent le marché canadien à peu près également avec les importations. Cette option permettrait la libre circulation de ces importations dans l'espace économique canadien, ce qui est d'une grande importance pour les nombreuses industries utilisatrices.

Par ailleurs, la fabrication dont les procédés intégrés sont situés et au Québec et dans le reste du Canada pourra demeurer intacte.

Un marché commun permettant la libre circulation de ces produits dans l'espace économique canadien et la renégociation d'une entente de libre échange avec les règles d'origine existantes conserveraient les conditions présentes pour le développement de cette industrie.

L'industrie des tissus larges, à mailles est surtout basée au Québec et ses exportations à l'extérieur du Canada sont négligeables. On estime que 40% des produits de cette industrie sont éventuellement expédiés du Québec vers le reste du Canada, soit comme produits finis, soit comme intrants dans la fabrication d'autres produits. Un marché commun serait donc une structure très importante pour cette industrie.

Un accord de libre échange tripartite lui permettrait de conserver le potentiel de son marché canadien et de développer celui des États-unis.

L'importante industrie des tapis, des carpettes et moquettes est répartie à peu près également entre le Québec et le reste du Canada et elle sert toutes les régions de l'espace économique canadien. Au cours des dernières années, elle a vu son marché canadien sévèrement attaqué par des fabricants américains. La grande majorité de sa production est écoulée au Canada et elle compte sur ce marché pour continuer un ajustement pénible au régime de libre-échange avec les États-unis.

L'accès à un marché commun dans l'espace économique canadien paraît essentiel pour cette industrie.

Les industries mentionnées ci-haut contribuent plus de 60% des expéditions de l'industrie canadienne du textile et donnent une représentation adéquate de l'ensemble de cette industrie.

L'accession du Québec à la souveraineté dans le cadre d'un marché commun intégral conserverait à l'industrie du textile l'accès sans entraves à son marché canadien traditionnel, qui compte pour la plus grande partie de ses expéditions. La renégociation d'une entente de libre-échange Québec-Canada-États-Unis selon les règles de l'accord existant permettrait à cette industrie de continuer son adaptation pour exploiter le potentiel du marché américain.

### *9.1.2 Impact: L'industrie du vêtement*

Dans un mémoire présenté à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, L'Institut des manufacturiers du vêtement du Québec souligne que:<sup>23</sup>

- «l'accès au marché dans le reste du Canada est essentiel pour l'industrie».
- que «la part de la production du Québec vendue au reste du Canada est beaucoup plus grande que celle qui est absorbée en retour»
- que «toute interruption, même temporaire des systèmes de vérification et des moyens pour entreprendre des mesures de contrôle des importations aboutirait à des pertes de milliers d'emplois au Québec à cause de l'inondation des importations qui en suivra».

---

23. INSTITUT DES MANUFACTURIERS DU VÊTEMENT DU QUÉBEC, *Mémoire présenté à la commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.*

Selon l'option A, les manufacturiers de vêtements au Québec et dans le reste du Canada pourraient continuer à utiliser des intrants importés de pays tiers dans l'espace économique canadien.

La libre circulation des produits finis maintiendrait les conditions actuelles des marchés.

Une entente de libre-échange renégociée ayant les mêmes règles d'origine que l'entente existante permettra, dans un marché unique, aux manufacturiers d'utiliser des intrants importés de pays tiers pour les produits finis destinés au reste du Canada.

*9.2 Option B- L'accession à la souveraineté du Québec se réalise sans union douanière ou marché commun avec le reste du Canada et les relations commerciales du Québec avec le Canada et le reste du monde sont régies uniquement par les règles du GATT.*

Selon ce scénario, le Québec assumerait toutes les conditions en vigueur de la participation du Canada au GATT et au début, du moins, adopterait sa structure tarifaire sur les textiles et vêtements.

Dans cette hypothèse, le Québec pourra soit adopter les grandes lignes de la politique canadienne relativement aux industries du textile et du vêtement ou bien choisir d'élaborer sa politique propre dans le contexte de la restructuration de ces industries rendue nécessaire par ce nouvel environnement structurel.

Le Québec deviendra sans doute signataire de l'Accord multifibres et devra négocier avec le Canada et les pays en cause le partage des quotas existants.

Par la suite il pourra établir sa propre politique d'utilisation de ces quotas. Cette politique devra s'adapter aux conditions de démantèlement de l'Accord multifibres qui devrait découler des négociations du cycle d'Uruguay du GATT.

Le Québec souverain pourrait établir et négocier avec ses partenaires canadiens et internationaux une politique tarifaire du textile et du vêtement qui reflèterait son agenda propre d'ajustement de ces industries à la compétitivité internationale.

L'instauration de barrières tarifaires entre le Québec et le reste du Canada aurait une importance particulière pour la chaîne textile qui utilise une grande quantité de produits importés de tiers pays dans ses procédés de fabrication. Ces produits se qualifieraient pour les «drawbacks» de droits de douane. Mais même avec une entente de libre-échange, ceux-ci ne pourraient, en principe, être utilisés sans tarifs dans les échanges du Québec avec le reste du Canada.



Dans le cas où le présent Accord de libre-échange Canada-États-unis ne serait pas applicable au Québec<sup>24</sup>, il faudra renégocier une entente Québec-Canada-États-unis dans laquelle les règles applicables aux industries du textile et du vêtement devront tenir compte de la transition des industries québécoises vers cette nouvelle structure. En effet, les règles présentes de l'entente de libre-échange ont été agréées en tenant compte de la structure intégrée de la chaîne textile au niveau canadien. Dans la mesure où ce degré d'intégration sera modifié il faudra renégocier certains éléments essentiels de l'entente.

Cependant une entente de libre-échange Québec-Canada-États-unis devrait sans doute respecter les règles existantes qui représentent les exigences essentielles des participants de la chaîne textile américaine.

### *9.2.1 Impact: L'industrie du textile*

Selon cette option, les relations commerciales du Québec avec le reste du Canada ne seraient régies que par les règles du GATT, et l'industrie québécoise et du reste du Canada devrait subir de profondes transformations. La mise en place de structures douanières et de barrières tarifaires affecterait la nature même de la chaîne textile qui, comme nous l'avons vu, est en grande partie intégrée de part et d'autre de ces structures.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la renégociation d'un accord de libre-échange Québec-Canada-États-Unis devrait sans doute satisfaire les conditions incluses dans l'entente existante à savoir, entre autres, la nécessité d'utiliser des procédés spécifiques dans la zone de libre-échange pour que les produits puissent bénéficier des avantages de l'entente. Ces conditions sont très importantes pour les producteurs américains et il est improbable qu'ils fassent des concessions majeures sur ce point.

Sachant que les importations de pays tiers ont une place importante dans différentes étapes de la fabrication de produits textiles et qu'elles seraient dorénavant assujetties à des tarifs dans l'espace économique canadien, il faudrait que la production canadienne se restructure pour utiliser des intrants fabriqués dans la zone de libre-échange.

Selon cette option, l'industrie des fibres, sans un accord de libre-échange, perd l'avantage des tarifs dans l'espace économique canadien qui sont de l'ordre de 8.5%. Les producteurs canadiens accélèreront sans doute le développement de leurs marchés internationaux tandis que les industries utilisatrices devront compenser pour des achats augmentés du coût tarifaire.

Pour l'industrie de filature et tissage de la laine, l'absence d'un marché commun Québec-Canada, combinée à la diminution graduelle des restrictions des importations résultant du démantèlement éventuel de l'AMF, serait une conjoncture très défavorable. Une nouvelle

---

24. COMMISSIONS SUR L'AVENIR POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL DU QUÉBEC, *Op. cit.*, p. 35

barrière tarifaire avec le reste du Canada et des tarifs très élevés aux États-unis limiteraient considérablement les opportunités de cette industrie.

Une entente de libre-échange tripartite serait essentielle pour cette industrie.

Les autres industries des filés et des tissus tissés devraient composer avec des barrières tarifaires atteignant 25 % à l'intérieur de l'espace économique canadien, ce qui rendrait impossible le maintien de l'intégration des procédés de fabrication de part et d'autre de ces barrières. Un accord de libre-échange tripartite pourrait préserver cette intégration pour les fabricants qui rempliraient les conditions des règles d'origine.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'industrie des tissus larges, à mailles expédie environ 40 % de sa production vers le reste du Canada. Selon cette option, sans un accord de libre-échange, ces produits devront assumer les tarifs douaniers qui sont présentement de l'ordre de 20-25 %. Cette contrainte placerait ces producteurs dans une situation de non compétitivité vis-à-vis les producteurs américains ou autres. Par contre, un accord de libre-échange tripartite pourrait sauvegarder en grande partie cette industrie.

Pour l'industrie des tapis, des carpettes et des moquettes, il serait très difficile, sinon impossible, de concurrencer les importations américaines avec une barrière tarifaire de l'ordre de 20 % applicable aux échanges de ces produits à l'intérieur de l'espace économique canadien.

Une entente de libre échange tripartite serait essentielle pour cette industrie.

Cette option, selon laquelle les relations du Québec avec le reste du Canada seraient régies uniquement par le GATT nécessiterait une profonde transformation de l'industrie du textile au Québec et dans le reste du Canada.

Si cette option était liée à un accord de libre-échange Québec-Canada-États-Unis, qui inclurait éventuellement le Mexique, l'industrie devrait en partie restructurer sa production pour incorporer dans ses procédés les intrants requis par les règles d'origine.

### *9.2.2 Impact: L'industrie du vêtement*

Selon cette option, sans un marché commun, les industries du vêtement au Québec et au Canada devraient surmonter une nouvelle barrière tarifaire de 25 % et concurrencer les fournisseurs internationaux, incluant évidemment les américains, sur cette base. Ainsi plus de 40 % des expéditions québécoises seraient très sérieusement affectées.

Une entente de libre-échange qui respecterait les règles d'origine existantes nécessiterait la restructuration de l'industrie qui devrait utiliser des intrants produits dans la zone de libre-échange.

Dans la conclusion de son mémoire, l'Institut des manufacturiers du vêtement souligne:

*Notre industrie a besoin d'un marché dans le reste du Canada sans entrave, d'un système monétaire qui ne réduira pas notre potentiel de produire des vêtements au Québec et de les vendre, la continuation, sans interruption, des organismes qui ont des ressources suffisantes pour vérifier que les accords internationaux soient respectés, la possibilité d'exporter vers les États-unis, sans douanes, les vêtements québécois de tissus non-nord-américains.*

## **Conclusion**

Pour entrevoir l'impact de l'accession du Québec à la souveraineté sur l'industrie du textile et celle du vêtement, nous avons cru important de connaître les composantes de ces deux industries pour bien comprendre leur situation relative à l'intérieur de l'espace économique canadien et du territoire québécois.

La chaîne du textile au Canada comprend 31 industries distinctes dont un grand nombre sont reliées entre elles du fait que les produits des unes servent de matière de base aux autres. Situées de part et d'autre des limites géographiques du Québec avec le reste du Canada, elles sont ainsi intégrées, en quelque sorte, dans l'espace économique canadien.

Les statistiques globales montrent que le Québec compte pour une part importante dans la chaîne textile au Canada: 48% des expéditions canadiennes de textiles et 62% des expéditions de vêtements proviennent du Québec. Toutefois, nous avons vu que des industries importantes comme les fibres chimiques et les tapis sont surtout situées en dehors du Québec; les cinq industries qui constituent le groupe des vêtements pour hommes sont réparties également entre le Québec et le reste du Canada et deux industries importantes du groupe des vêtements pour dames sont surtout situées en Ontario.

Les importations, particulièrement celles des textiles primaires qui servent d'intrants pour de nombreux produits finis, jouent un rôle de premier plan dans la chaîne textile canadienne. Mais plusieurs catégories de ces produits sont exclues du régime de libre-échange avec les États-unis à cause des règles d'origine spécifiques applicables aux textiles et aux vêtements. Il est probable qu'une entente tripartite Québec-Canada-États-Unis contiendrait ces mêmes règles qui sont essentielles pour les producteurs américains.

Nous estimons qu'environ 40% des expéditions québécoises de textiles et de vêtements sont destinées au reste du Canada et toute entrave à ces échanges nécessitera une adaptation sinon une restructuration complète des industries les plus affectées.

Les négociations du cycle de l'Uruguay du GATT se poursuivent et si elles devaient résulter en une entente globale, il est probable que cette entente inclura l'élimination graduelle de l'Accord multifibres sur une période de dix ans et l'intégration éventuelle de l'industrie mondiale du

textile et du vêtement dans le seul régime du GATT. Cette libéralisation nécessitera une adaptation des industries canadiennes et québécoises pour améliorer davantage leur compétitivité dans l'espace économique canadien.

Sur la base de ces informations, nous avons examiné les principales industries de la chaîne textile selon deux options d'accès du Québec à la souveraineté.

Selon l'option A, que nous décrivons comme un marché commun intégral entre le Québec et le reste du Canada, avec un accord de libre-échange tripartite Québec-Canada-États-Unis, dans lequel l'espace économique canadien serait considéré comme une entité unique, toutes les industries de la chaîne textile conserveraient leur environnement stratégique actuel. Cet environnement n'introduirait aucune entrave aux échanges entre le Québec et le reste du Canada et ne nécessiterait aucune adaptation spéciale par les industries. Par ailleurs, le Québec pourrait négocier avec le reste du Canada des politiques extérieures qui refléteraient ses priorités relatives à ces industries.

Selon l'option B, les relations commerciales du Québec avec le reste du Canada ne seraient régies que par les règles du GATT. A cause de l'intégration de nombreuses industries de la chaîne textile dans l'espace économique canadien, l'instauration de barrières douanières et de tarifs nécessiterait une restructuration considérable de la plupart des industries du textile et du vêtement au Québec et dans le reste du Canada. A cause des effets très négatifs de cette option, elle devra être accompagnée d'un accord de libre-échange Québec-Canada ou Québec-Canada-États-Unis (et Mexique le cas échéant) qui éliminerait les tarifs et rétablirait, du moins en partie, les liens d'interdépendance de plusieurs de ces industries.

Cependant dans un accord tripartite, les manufacturiers de vêtements du Québec et du reste du Canada ne pourraient utiliser des intrants importés selon les règles d'origine présentement en vigueur, à moins d'un contingentement spécial permettant l'utilisation de ces produits dans l'espace économique canadien.

Cette entente pourrait inclure des dispositions spéciales permettant de réduire ou même d'éliminer, du moins entre le Québec et le reste du Canada, les formalités douanières.

Selon cette option, il serait essentiel que l'entente de libre-échange réduise au minimum les entraves aux échanges entre Québec et le reste du Canada pour que la chaîne textile conserve sa capacité concurrentielle à l'intérieur de l'espace économique canadien.

## RÉSUMÉ

### *L'impact de l'accession du Québec à la souveraineté sur l'industrie du textile et celle du vêtement<sup>1</sup>*

#### *Introduction*

J'apprécie beaucoup l'occasion que vous me donnez aujourd'hui de discuter avec vous des perspectives d'avenir des industries du textile et du vêtement selon différents scénarios d'accession du Québec à la souveraineté.

J'ai eu la chance, au cours des années '80, de vivre de l'intérieur les conditions de développement de l'industrie canadienne du textile alors que j'étais vice-président à la planification stratégique et au développement corporatif d'une importante compagnie canadienne de textile.

Au cours des dernières années, j'ai aussi été impliqué de très près comme membre de la haute direction de cette entreprise et de l'Institut canadien des textiles dans tous les dossiers relatifs à l'élaboration de politiques gouvernementales touchant ces industries, comme la négociation de l'Arrangement multifibres en 1986, l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis en 1987, l'enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur en 1989, de même que les négociations du GATT qui perdurent depuis 1986.

Comme membre, pendant quatre ans, d'un groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur du Canada, j'ai aussi été exposé non seulement à une vue d'ensemble des éléments clés qui conditionnent le commerce mondial du textile mais aussi aux innombrables subtilités d'applications de politiques qui, considérées individuellement, peuvent avoir un impact sur une entreprise ou un groupe d'entreprises en particulier.

Vous comprendrez bien qu'avec cette expérience professionnelle, j'ai choisi d'étudier les industries du textile et du vêtement dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté avec une approche de planification stratégique qui est celle, en bout de ligne, qui permettra aux entreprises de ces industries d'évaluer le plus correctement possible leur environnement, de définir leurs options et de choisir les stratégies qui leur permettront de demeurer concurrentielles dans leur domaines d'activités.

Sachant au départ que cette approche était assez ambitieuse et laborieuse, je l'ai quand même retenue parce que je suis convaincu que ce sont les stratégies que développent les dirigeants

---

1. Ce texte constitue une synthèse de *l'Étude de l'impact de l'accession à la souveraineté sur l'industrie du textile et celle du vêtement*.

d'entreprise en tenant compte des orientations d'ordre économique et politique qui ont le plus d'impact sur les résultats de ces mêmes orientations.

L'approche est ambitieuse parce qu'elle demande qu'on essaie de simuler le processus de prise de décisions de ces dirigeants d'entreprises. Elle est laborieuse, peut-être même trop pour la courte période dans laquelle cette réflexion a eu lieu, parce qu'elle a nécessité la dissection des industries du textile et du vêtement en leurs éléments stratégiques de base qui, comme le rapport le souligne, sont constituées de 31 industries distinctes possédant chacune un groupe de produits spécifiques, des concurrents bien différenciés et des marchés précis.

Il est bien entendu que mon but ne pouvait être d'étudier en profondeur les composantes stratégiques de chacune de ces industries et de donner toutes les options de développement selon tel ou tel scénario politique et économique retenu. Mon but était cependant de donner les grandes lignes qui délimitent le cadre d'évolution de ces industries pour qu'à partir de leur situation présente, il soit possible d'entrevoir leur développement à moyen et à long terme selon la forme que ce cadre pourrait prendre dans l'avenir.

A ce propos, j'ai noté avec plaisir qu'un économiste de renom comme M. Pierre-Paul Proulx ait mis, dans sa présentation du 29 janvier dernier, beaucoup d'emphasis sur l'importance des stratégies d'entreprises lorsqu'il a abordé la question des changements structurels amenés par un nouvel ordre politique et économique.

Le cadre réglementaire général dans lequel évoluent actuellement les industries du textile et du vêtement est présentement en voie d'être redéfini par les négociations du GATT et celles qui pourraient mener à un Accord de libre-échange nord-américain.

Avant de discuter ici de certains aspects de l'étude, j'aimerais vous dire qu'il est assez exceptionnel que les dossiers du textile et du vêtement soient traités par une même personne. Pour des raisons dont certaines sont sans doute historiques et d'autres sont fondées sur des questions d'intérêts, ces deux secteurs ne font pas bon ménage au Canada.

Ils prennent souvent des positions diamétralement opposées à l'égard des politiques domestiques et extérieures qui les affectent et ont aussi souvent des conclusions contradictoires quant aux impacts et aux effets de ces politiques. A ce jour il ne s'est pas trouvé de mécanisme ou d'arbitre suprême qui ait réussi à établir l'harmonie entre ces secteurs quant à un encadrement de politiques qui satisferait autant l'un que l'autre.

Je n'ai pas la prétention de pouvoir régler ces différends ici aujourd'hui. J'ai cependant tenté, dans mon rapport, d'être le plus objectif possible en parlant de l'un et de l'autre.

L'industrie du textile, comme celle du vêtement est très composite. En réalité, les deux ensemble sont constituées de 31 industries, souvent fort différentes entre elles, mais souvent très étroitement reliées. Plusieurs autres industries se rapportent à elles, comme en fait d'ailleurs état

le ministre Tremblay dans sa description des groupes stratégiques: équipements, design, chaussure, cuir, activités de promotion et industrie du détail, chacune augmentant encore davantage la masse critique de ces industries au Québec et au Canada.

### ***1. Le marché des industries du textile et du vêtement***

Une composante stratégique fondamentale de ces industries, c'est le marché qu'elles desservent, qui est essentiellement le marché canadien. En effet, les industries du vêtement exportent moins de 5% de leur production à l'extérieur du Canada, contre 12% pour les industries du textile. Et dans ce dernier cas, c'est l'industrie des fibres chimiques qui compte pour la plus grande partie des exportations.

Dans la partie 5 de l'étude, je fais référence à certaines études macro-économique qui ont été réalisées sur l'industrie du textile et du vêtement. Celles-ci indiquent que, globalement, 40% de la production québécoise est destinée au reste du Canada.

Depuis le dépôt de mon étude, j'ai poursuivi mes recherches et un examen détaillé de statistiques récentes et plus complètes indique qu'il faudrait augmenter encore davantage la proportion des produits textiles et des vêtements de fabrication québécoise destinée au reste du Canada.

D'autres données, fournies par le Bureau de la statistique du Québec (B.S.Q.) confirment l'importance capitale que constitue l'espace canadien pour la plupart de ces 31 industries.

Ainsi, pour presque toutes les industries du vêtement québécoises pour lesquelles des statistiques complètes existent pour 1988 ou 1989, on constate que plus de 50% de leurs expéditions canadiennes sont écoulées en dehors du Québec.

Dans la plus importante industrie québécoise du secteur textile, celle des filés et des tissés, plus de 66% de la production est écoulee au Québec et 35% dans le reste du Canada. Cette industrie fournit les intrants aux fabricants de vêtements et de ce fait les expéditions totales directes et indirectes vers le reste du Canada sont certainement au-dessus de 50%.

En ce qui a trait à l'importante industrie québécoise du tapis, les statistiques indiquent que 33% des produits manufacturés ici sont destinés au marché québécois, alors que 66% sont destinés au reste du marché canadien.

Évidemment il faut être prudent avec les statistiques puisque, d'une part, elles ne sont pas complètes pour toutes les industries étudiées et, d'autre part, elles ne concordent pas toujours exactement avec celles publiées par d'autres sources.

Ces données indiquent cependant bien clairement que le marché des fabricants québécois se situe presque entièrement à l'intérieur de l'espace économique canadien et, dans une proportion importante, sur le territoire canadien à l'extérieur du Québec.

Dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté, il sera essentiel de s'assurer de maintenir un accès sans entraves au marché canadien pour les produits québécois, sinon ces derniers risquent de perdre plus de 50% de leurs marchés à la concurrence mondiale.

## **2. La concurrence mondiale**

La deuxième composante stratégique importante de ces industries est la concurrence, et l'environnement concurrentiel dans lequel elles évoluent.

La concurrence dans le marché canadien se fait véritablement à l'échelle mondiale. Les fabricants canadiens dans plusieurs de ces industries sont assaillis de toutes parts par les pressions constantes des pays exportateurs existants et par l'arrivée continue de nouveaux pays exportateurs.

Pas moins de cent vingt-six (126) pays ont exporté des vêtements au Canada en 1989. Il n'y a sans doute aucune autre industrie canadienne qui doive faire face à une telle concurrence globale.

Les pays membres du GATT ont reconnu, depuis les années '60, qu'il était très difficile pour les pays importateurs de composer avec une telle concurrence et c'est pourquoi ils ont négocié une entente, nommée l'Arrangement multifibres, qui a permis d'instaurer une certaine discipline dans le marché mondial du textile et du vêtement. Cet accord a permis aux industries canadiennes et québécoises de survivre à la concurrence de pays exportateurs qui, à plusieurs égards, définissent leur compétitivité selon des critères fort différents de ceux qui existent dans les pays importateurs tels le Canada.

Les objectifs fondamentaux de l'Accord sont de réaliser, en ce qui concerne les produits textiles, l'expansion du commerce, l'abaissement des obstacles et la libéralisation progressive du commerce mondial, tout en assurant son développement ordonné et équitable. L'Accord cherche également à éviter les effets de désorganisation sur des marchés et sur des types de production, aussi bien dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs.

Un autre des objectifs est de favoriser le processus d'ajustement industriel des pays participants et, au cours des années, ces ajustements se sont effectués au Canada et au Québec de façon continue.

Au début des années 80, les importations de textiles et de vêtements avaient un taux de croissance moyen de 11% par année dans un marché dont le taux de croissance n'était que de



2%. Ce phénomène, combiné à la récession de 1981-82, a nécessité des ajustements considérables dans la production québécoise et canadienne. Reconnaissant le danger qu'une progression aussi rapide des importations représentait pour toute la structure de la chaîne canadienne du textile, le gouvernement canadien a énoncé une politique qui permettrait, à l'intérieur de l'Accord multifibres, de diminuer considérablement le taux de croissance des importations, tout en permettant aux nouveaux pays fournisseurs de développer leurs industries du textile et du vêtement.

## *2.1 L'accord multifibres*

L'Accord multifibres permet donc de définir, d'une certaine façon, l'environnement concurrentiel des industries du textile et du vêtement en contrôlant les importations au moyen de quotas d'importations négociés avec les pays exportateurs.

Pour les industries du vêtement, 80% des importations au Canada proviennent de pays avec lesquels le Canada a négocié une entente bilatérale de restrictions des importations. La situation est assez différente pour les textiles primaires et les produits textiles, puisque seulement 10% des importations de ces produits font l'objet de restrictions.

Le processus de négociation de quotas avec un pays exportateur est souvent long et laborieux, puisqu'il doit démontrer la désorganisation des marchés pour un produit donné, c'est-à-dire faire la preuve que les importations de certains produits en provenance de sources déterminées risquent de porter un préjudice grave pour les producteurs concernés.

**L'établissement de quotas d'importation constitue un véritable levier politico-économique national et international pour tout État souverain qui y participe. Le gouvernement canadien, par exemple, négocie les quotas avec des pays exportateurs en fonction, entre autres, des exigences de sa politique extérieure, de ses intérêts économiques et de ceux des industries du textile et du vêtement, conjugués à ceux d'autres industries nationales.**

L'administration des ententes bilatérales et le contrôle des importations sont régis par la loi canadienne sur les licences d'exportation et d'importation.

Dépendant de la voie que choisira le Québec à l'issue des prochaines négociations constitutionnelles, l'administration des quotas devra suivre l'une des procédures suivantes:

a) **Dans l'hypothèse d'une formule d'union économique intégrale.** C'est-à-dire sans aucune entrave dans les échanges commerciaux intra-canadiens, la détermination, la négociation et l'administration des quotas se feront en concertation entre le Québec et le reste du Canada. Il faudra sans doute une instance administrative pour concilier les intérêts des parties en cause. Il est tout à fait plausible que la structure actuelle des quotas demeure inchangée et que la distribution des quotas à l'intérieur de l'espace économique canadien continue même à se faire à l'échelle canadienne, sans répartition entre le Québec et le reste du Canada.

b) **Dans l'hypothèse d'une formule de marché commun telle qu'elle existe présentement en Europe**, où les pays maintiennent certains mécanismes douaniers, l'administration des quotas serait considérablement alourdie, même si la détermination et la négociation des quotas continuaient à se faire par une instance administrative commune, à l'instar de la Commission européenne. Dans ce cas, les quotas applicables à l'espace économique canadien seraient répartis entre le Québec et le reste du Canada. Le Québec serait alors responsable du contrôle des quotas sur son territoire.

c) **Dans l'hypothèse où les rapports commerciaux du Québec avec le reste du Canada seraient régis par le GATT**, on peut supposer qu'une partie des quotas existants seraient dévolus au Québec par des négociations avec le reste du Canada. Le partage des quotas se ferait vraisemblablement sur la base de l'historique de la production et des importations de chacun.

Il faut toutefois se souvenir que la détermination des quotas se fait principalement à partir de la notion de désorganisation des marchés pour les producteurs nationaux et qu'il faudrait en tenir compte dans les négociations entre le Québec et le Canada. Par la suite, le Québec devra établir sa propre politique en matière de quotas, qui se fera sans doute dans le contexte de l'élimination graduelle de l'Accord multifibres.

En plus des quotas, le marché canadien est également conditionné par une structure tarifaire qui a évolué au cours des ans pour refléter les conditions particulières du textile et du vêtement au Canada.

Selon les hypothèses d'union économique ou de marché commun «à l'européenne», les tarifs existants pour le Canada seraient applicables au Québec. Il n'y aurait pas de tarifs dans les échanges commerciaux entre le Québec et le reste du Canada.

Si les relations commerciales avec le Canada étaient régies uniquement par le GATT, je suppose que le Québec adopterait, du moins à l'origine, la structure tarifaire qu'elle hériterait par voie de succession au GATT. Par la suite, le Québec devrait établir sa propre politique de tarifs à l'égard du textile et des vêtements qui reflèterait sa politique économique globale.

**Dans l'éventualité où les relations commerciales entre le Québec et le Canada seraient régies par le GATT, la production québécoise de textile et de vêtements destinée au reste du Canada, soit plus de 50% de sa production, serait alors assujettie aux mêmes tarifs que les produits provenant de concurrents mondiaux, c'est-à-dire des pays producteurs à bas coûts. Les conséquences de ce nouvel environnement concurrentiel seraient sans aucun doute néfastes pour les producteurs québécois, qui perdraient une bonne part de leur marché au profit de ces pays à bas prix.**

Il y a un moment, j'ai signalé que seulement 10% environ des importations de textiles font l'objet de quotas. En effet, contrairement aux vêtements, les importations de textiles proviennent surtout de pays industrialisés et plus particulièrement des États-Unis qui comptent pour environ

50% de toutes les importations au Canada. De ce fait, les américains sont les plus importants concurrents des fabricants canadiens de textiles et de produits textiles.

D'ici la fin des années '90, cette concurrence américaine dans le textile, ainsi que dans le vêtement, sera conditionnée par l'évolution de l'environnement créé par l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, qui sera probablement lui-même modifié par une entente de libre-échange nord-américain incluant le Mexique.

## *2.2 L'accord de libre-échange Canada-États-Unis*

L'existence d'un régime de libre-échange est un élément crucial qui aura une influence majeure sur les industries canadiennes et québécoises du textile et du vêtement.

**Il est fort probable qu'il faudra, dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, soit renouveler, soit renégocier l'Accord qui a été conclu entre le Canada et les États-Unis en 1987.**

Dans mon étude, j'ai indiqué de façon générale quelles étaient les modalités d'application de l'Accord pour le textile et le vêtement. Pour essayer de mieux cerner les conditions qui auraient un impact sur cette renégociation, j'aimerais relever ici quelques éléments importants de l'Accord qui concernent le textile et le vêtement.

En premier lieu, signalons qu'en vertu de l'Accord, les tarifs canadiens et américains applicables sur les produits textiles et les vêtements sont, depuis janvier 1989, graduellement éliminés en dix tranches annuelles égales. Les tarifs seront totalement éliminés à compter du 1er janvier 1998. Les tarifs sur certains produits seront réduits encore plus rapidement à la demande des producteurs des deux pays.

Ensuite, il y a les règles d'origine. Cela signifie que pour bénéficier de l'élimination des barrières tarifaires, les produits textiles et les vêtements doivent subir au moins une double transformation à l'intérieur de la zone de libre-échange. Ces règles sont différentes des règles d'origine générales prévues à l'Accord et en vertu desquelles un produit ne peut être reconnu comme étant de la zone de libre-échange que s'il a un contenu canadien ou américain de 50%. Nous avons tous été témoins, récemment, des problèmes d'interprétation qui existent à cet égard avec le dossier de certaines automobiles construites au Canada.

La règle du 50% n'existe cependant pas pour les textiles et les vêtements. On a plutôt retenu le principe selon lequel le procédé de transformation utilisé pour obtenir un produit donné doit inclure au moins deux étapes spécifiques de production soit au Canada, soit aux États-Unis. Ainsi pour qu'un tissu soit considéré comme nord-américain, il faut qu'il soit tissé dans la zone de libre-échange avec des filés qui eux-mêmes auront été produits dans la zone.

Pour certains produits, les négociateurs ont convenu qu'il faut non pas deux, mais trois, ou même quatre étapes de production dans la zone de libre-échange pour conférer à un produit une origine nord-américaine. C'est le cas des couvertures et draps de lit qui, par exemple, doivent inclure la production de filés, le tissage, la finition et l'impression des tissus et, enfin, la taille et la couture en produit fini.

De même, toutes les étapes requises pour la production de tapis doivent être effectuées dans la zone de libre-échange pour bénéficier du traitement douanier de l'Accord.

Il y a plusieurs autres règles spécifiques de même nature qui toutes, cependant, respectent le principe de la double transformation. Par ces diverses règles spécifiques, les négociateurs ont voulu faire en sorte que les produits bénéficiant du traitement tarifaire de l'Accord ne contiennent pas d'intrants provenant de pays à bas prix qui lui permettraient de passer le test du 50%, étant donné les coûts de transformation au Canada.

On a aussi reconnu la situation particulière des manufacturiers de vêtements et de tissus canadiens qui, historiquement, ont utilisé une plus grande proportion d'intrants importés dans la fabrication de leurs produits que leurs équivalents américains. C'est pourquoi on a établi, pour le Canada et les États-Unis, des contingentements tarifaires en vertu desquels une certaine quantité de tissus peuvent bénéficier du traitement tarifaire de l'Accord même s'ils sont fabriqués de filés importés de tiers pays. Pour les mêmes raisons, une certaine quantité de vêtements peuvent bénéficier aussi de ce traitement tarifaire s'ils sont confectionnés à partir de tissus importés de tiers pays.

Enfin, autre aspect important de ces règles d'origine, l'Accord permet exceptionnellement aux fabricants de vêtements d'obtenir les remises de droits de douane sur les intrants importés de pays tiers utilisés dans la fabrication de vêtements qui seront par la suite réexportés aux États-Unis, sans toutefois bénéficier du traitement tarifaire de l'Accord.

**En résumé, les règles d'origine sont établies pour inciter les fabricants canadiens et américains de textiles et de vêtements à utiliser le plus possible des intrants manufacturés dans la zone de libre-échange afin de pouvoir bénéficier de l'élimination des tarifs entre les deux pays.**

Cependant, il faut savoir que ces règles d'origine ne s'appliquent pas aux intrants importés qui entrent dans la production de tissus ou de vêtements vendus sur les marchés domestiques de chacun des pays. Elles n'ont en effet aucune relation avec les quotas d'importations négociés avec les pays tiers et elles ne s'appliquent pas à la composition des produits canadiens destinés uniquement au marché intérieur. Les manufacturiers de vêtements du Québec, de l'Ontario, comme du reste du Canada peuvent donc utiliser, dans la fabrication de produits écoulés sur le marché domestique, des tissus tissés ou tricotés importés de pays tiers en autant que les quotas d'importations le permettent.

Dans l'hypothèse où le marché entre le Québec et le reste du Canada serait régi par un accord de libre-échange tel que celui qui existe aujourd'hui entre le Canada et les États-Unis, les manufacturiers de vêtements du Québec et ceux établis dans l'espace économique canadien ne pourraient plus utiliser des tissus importés de pays tiers dans des vêtements destinés à être écoulés sur le territoire de l'autre.

On pourrait cependant négocier des contingentements, similaires à ceux prévus dans l'actuel Accord Canada-États-Unis, afin de permettre l'utilisation d'une certaine quantité de tissus importés de pays tiers. Mais le nouvel environnement économique modifierait certainement de façon très substantielle les stratégies d'approvisionnement des manufacturiers canadiens qui utilisent des intrants importés pour le marché canadien. Cela s'appliquerait évidemment de façon semblable aux manufacturiers québécois.

Si le Québec retenait l'option de l'union économique intégrale, il est logique de croire que les règles actuelles applicables aux textiles et aux vêtements demeureraient inchangées, puisque les conditions des échanges à l'intérieur de l'espace économique canadien seraient les mêmes. Surtout, les intrants provenant de pays tiers continueraient à être acceptés à l'intérieur de l'espace économique canadien.

Il est moins évident qu'il en serait de même dans l'hypothèse d'un marché commun à l'européenne, puisqu'il y aurait alors contrôle frontalier des quotas et de l'origine des produits. On peut supposer que nos partenaires américains insisteraient pour que les produits faisant l'objet d'un commerce entre le Québec et le Canada, et pouvant être également écoulés sur leur marché, répondent aux exigences des règles d'origine de l'Accord. Dans cette éventualité, les fabricants québécois ne pourraient plus utiliser des intrants importés de tiers pays dans des produits destinés au reste du Canada.

Dans l'hypothèse où les relations seraient régies par le GATT, il n'y a aucun doute que les règles d'origine limiteraient les fabricants de textiles et vêtements québécois dans le choix de leurs intrants pour les produits destinés à l'espace économique canadien.

On peut donc s'attendre à ce qu'une entente de libre-échange Québec-Canada-États-Unis créerait, sauf dans l'option d'une union économique intégrale Québec-Canada, une entrave importante aux producteurs québécois dans leur marchés du reste du Canada. Cette entrave entraînerait la perte de facteurs de compétitivité à l'avantage de concurrents internationaux, ceci avec des conséquences très négatives pour les fabricants québécois et canadiens.

A l'heure actuelle donc, l'Accord multifibres et l'Accord de libre-échange sont les facteurs cruciaux de l'environnement concurrentiel de ces industries au Canada.

### ***2.3 L'environnement mondial créera des pressions considérables sur les industries canadiennes du textile et du vêtement***

L'environnement mondial dans lequel évoluent les industries canadiennes du textile et du vêtement subira une transformation considérable qui aura un impact important sur le développement futur de ces industries québécoises et canadiennes.

**D'une part, il est acquis que dans le cadre d'un nouvel accord du GATT, l'Accord multifibres sera progressivement éliminé au cours des dix prochaines années.**

Selon le rapport Dunkel, il y a consensus pour que tous les quotas d'importations soient abolis en l'an 2003, selon des formules assez précises permettant une augmentation progressive des niveaux d'importations au cours des années de transition. De fait, plus de la moitié des produits qui font actuellement l'objet de quotas en vertu de l'Accord multifibres serait réintégré au GATT au cours des dix prochaines années et tout le reste serait réintégré au GATT dès la fin de la période de transition soit en 2003.

**De plus, il y a aussi une proposition des pays membres du GATT, à laquelle le Canada a souscrit, selon laquelle les tarifs seraient réduits du tiers. Il y a cependant encore beaucoup à faire pour en arriver à une échelle canadienne de tarifs qui soit compatible avec les tarifs extérieurs des autres pays et plus particulièrement des États-Unis. Il y aura bien sûr des mécanismes de sauvegarde qui pourront être utilisés pendant une période de transition afin de protéger les fabricants canadiens contre une augmentation massive des importations de certains produits spécifiques de textiles et de vêtements. En plus des mécanismes de sauvegarde prévus, le Canada pourra se prévaloir des règles du GATT relatives à l'anti-dumping, de même qu'aux droits compensatoires afin de faire valoir ses droits relatifs aux importations de pays à bas prix.**

**Dans le contexte de l'élimination de l'Accord multifibres et d'une réduction éventuelle des tarifs par les membres du GATT, les marchés québécois et canadiens seront plus facilement accessibles aux fournisseurs étrangers. Si l'on peut permettre leur repositionnement durant cette importante période de transition, il sera essentiel que les industries québécoises du textile et du vêtement conservent un accès privilégié aux marchés du reste du Canada.**

**D'autre part, une éventuelle entente de libre-échange nord-américain incluant le Mexique apportera un changement additionnel important à l'environnement concurrentiel canadien.**

Il est très probable que dans le cadre d'une telle entente, les règles d'origine seront davantage resserrées, de sorte qu'un produit devra subir non pas deux, mais un minimum de trois étapes de transformation s'il veut bénéficier de l'élimination des tarifs entre les trois pays. Cette règle imposerait une nouvelle contrainte aux fabricants québécois et canadiens de textiles et de vêtements, qui devraient désormais utiliser des tissus faits de filés fabriqués dans la zone de libre-échange pour bénéficier de la diminution des tarifs dans la zone nord-américaine.

## Conclusion

L'industrie du textile et celle du vêtement sont régies par des règles fort complexes et qui sont en mouvance quasi permanente. C'est pour cette raison que j'ai cru utile de m'y attarder quelque peu au cours des dernières minutes afin que chacun puisse prendre la dimension réelle des enjeux auxquels font face ces industries dans la perspective de changements constitutionnels qui pourraient survenir au cours des prochains mois ou des quelques prochaines années.

Les industries du textile et du vêtement font face à des transformations majeures des règles internationales qui les régissent. Ces modifications se sont amorcées il y a quelques années et s'accéléreront dans un proche avenir. La libéralisation des barrières tarifaires à l'échelle internationale mettra des pressions considérables sur ces deux industries dont la survie est littéralement mise en jeu si l'on ne prend pas rapidement les mesures appropriées.

Les nouveaux accords du GATT, qui vont entraîner la disparition de l'Accord multifibres, l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, qui a déjà commencé à avoir des conséquences sur nos entreprises de textile et de vêtements, l'Accord de libre-échange nord-américain en cours de négociation, ces trois ententes internationales vont totalement modifier les règles du jeu qui protégeaient relativement bien jusqu'à ce jour nos industries du textile et du vêtement.

Ainsi, il faut prévoir que la protection accordée au Canada, et donc au Québec, à l'égard des pays à bas prix va disparaître au cours des dix prochaines années.

L'Accord de libre-échange avec les États-Unis a déjà commencé à avoir des conséquences directes ici: le meilleur exemple est certainement celui du secteur du tapis, où nous avons subi une pénétration vertigineuse des producteurs américains au cours des récentes années.

Enfin, avec la disparition de l'Accord multifibres et la signature d'un accord de libre-échange avec le Mexique, il faut prévoir que ces deux éléments conjugués vont créer de nouvelles pressions majeures tant sur l'industrie du textile que sur celle du vêtement.

Je ne peux ni ne veux prédire en chiffres et en nombres l'impact que ces changements auront sur les affaires, les expéditions et l'emploi dans ces secteurs. En fait, je me méfie quelque peu des projections économétriques qui souvent ne tiennent pas compte des stratégies et des intentions des dirigeants d'entreprises.

Les réactions à des changements structurels, les redéfinitions de marchés, les stratégies d'investissement et de marketing appartiennent aux chefs d'entreprises qui doivent prendre en compte l'évolution des règles qui conditionnent leurs activités.

Je suis en contact avec plusieurs chefs d'entreprises dans ces deux industries et je ne m'étonne pas de la diversité de leurs options. Certains misent sur leur créativité en design pour maintenir et développer de nouveaux marchés. D'autres ont une vision claire et des plans concrets pour

exploiter les nouveaux marchés des États-Unis et du Mexique. Plusieurs étendent leurs activités de production aux États-Unis et certains étudient des occasions d'alliances avec des firmes européennes et asiatiques.

Mais, plusieurs d'entre eux se sentent coincés entre la libéralisation rapide du commerce mondial du textile et du vêtement et la très grande difficulté d'identifier et de développer des nouveaux marchés d'exportation.

Il y a cependant une constante qui caractérise tous les manufacturiers de la chaîne textile canadienne. Toutes ces industries ont, au cours des ans et à la faveur des lois et politiques canadiennes et de la réglementation internationale, structuré leurs activités, leur production, leurs produits, leur distribution, leur politiques d'affaires, pour servir un marché domestique à l'intérieur de l'espace économique canadien.

C'est d'ailleurs à partir de cette base stratégique que les producteurs canadiens et québécois doivent réaliser leur adaptation aux conditions changeantes du commerce international du textile et du vêtement.

Si rien n'est fait rapidement, si aucune stratégie n'est développée, ces deux industries qui représentent à elles seules 18% des emplois manufacturiers au Québec et environ 22% dans la seule région métropolitaine de Montréal, risquent de se disloquer, possiblement en quelques courtes années. Avec des conséquences en termes de pertes d'emplois directs et indirects que je n'ai pas besoin de vous décrire ici.

C'est dans cette perspective qu'il faut approcher les travaux de votre Commission qui cherche à mesurer quels seraient les impacts éventuels d'un accès du Québec à la souveraineté sur les industries du textile et du vêtement.

A cette question que vous posez ici, je dois répondre que les changements qui se produisent actuellement à l'échelle internationale menacent d'avoir des conséquences difficilement prévisible sur ces industries et qu'un accès du Québec à la souveraineté, dépendant de la voie qui sera choisie, risque d'avoir un effet multiplicateur sur l'ensemble des transformations internationales qui s'amorcent.

Comme je vous l'ai expliqué plus tôt, les industries du textile et du vêtement québécois dépendent largement du marché intérieur canadien. En effet, 48% des expéditions canadiennes de textiles et 62% des expéditions de vêtements proviennent du Québec. Les expéditions, tant du Québec que du reste du Canada, vers l'extérieur du pays sont peu importantes, sans être négligeables, puisqu'elles sont de l'ordre de moins de 5% dans le cas du vêtement et d'environ 12% pour les textiles.

Dans l'hypothèse où les discussions actuelles en vue du renouvellement de la Constitution canadienne conduisent soit au statu quo, soit à un marché commun intégral entre le Québec et



le Canada dans lequel l'espace économique canadien serait considéré comme une entité unique, toutes les industries de la chaîne textile conserveraient leur environnement stratégique actuel. Cet environnement ne créerait aucune entrave nouvelle aux échanges entre le Québec et les autres provinces canadiennes et ne nécessiterait aucune adaptation spéciale des industries.

Cependant, si l'option du marché intégral est retenue, il demeure que tant l'industrie du textile que celle du vêtement devront rapidement s'adapter aux changements internationaux qui s'amorcent et trouver des voies de solution ingénieuses qui lui assureront non seulement la survie, mais également l'expansion et le développement. Je vous rappelle que ces deux industries représentent ensemble près du cinquième des emplois manufacturiers au Québec et même si on les qualifie de secteurs mous, elles constituent une part signifiante de notre économie.

L'autre option que peut prendre le Québec, dans les mois à venir, c'est celle de la souveraineté. Commercialement, les relations entre le Québec et le Canada seraient désormais régies par les règles du GATT.

Dans une telle éventualité, des barrières tarifaires et douanières s'élèveraient entre les deux entités politiques qui créeraient des pressions considérables sur les deux industries. A cause de l'intégration importante de nombreuses entreprises de la chaîne du textile dans l'espace économique canadien, telle que décrite dans mon étude, ces barrières tarifaires et douanières nécessiteraient une profonde restructuration de la plupart des industries du textile et du vêtement à la fois au Québec et au Canada

Pour réduire quelque peu les effets de ces barrières, il faudrait nécessairement qu'un accord de libre-échange tripartite (ou quadripartite avec le Mexique) soit négocié. Cet accord rétablirait, du moins en partie, les liens d'interdépendance entre plusieurs des industries concernées. Mais même avec un accord tripartite, les manufacturiers québécois et canadiens ne pourraient utiliser les intrants importés selon les règles présentement en vigueur, à moins d'un contingentement spécial permettant l'utilisation de ces produits dans l'espace économique canadien.

Dans un Québec souverain où les échanges commerciaux avec le Canada seraient soumis aux règles du GATT, et où les entreprises pourraient alors perdre une partie de leur marché intérieur canadien, ces deux industries devraient fournir des efforts colossaux d'adaptation. En outre, lorsqu'on parle en termes de mois d'une démarche conduisant éventuellement à la souveraineté, il est difficile d'imaginer comment cette industrie, qui est déjà plutôt mal adaptée au contexte actuel, pourrait arriver à s'ajuster en une aussi courte période de temps.

Et je tiens à souligner que ces nouvelles conditions viendraient s'appliquer alors que l'industrie est confrontée à des changements majeurs des règles internationales qui, déjà, soumettront le textile et le vêtement québécois et canadien à des pressions telles qu'on en a jamais vu de semblables jusqu'ici. Rien n'est impossible, dit-on, mais je crois sincèrement que dans ce cas-ci, la question peut se poser.

Je ne suis pas de tendance pessimiste. Bien que les industries du textile et du vêtement soient déjà sérieusement menacées et bien qu'un accès à la souveraineté du Québec sans une union préservant l'unité de l'espace économique canadien représenterait une nouvelle pression presque insurmontable, je demeure convaincu qu'avec une volonté bien arrêtée de tous les intervenants, nous pouvons sauver ces industries et leur donner une nouvelle vigueur. Ce sera difficile, très long et l'issue est loin d'être évidente. Mais si les Italiens y sont arrivés, précisément dans ces secteurs, pourquoi pas nous?

Peu importe l'option politique, fédéralisme renouvelé ou souveraineté, il me semble que c'est aujourd'hui que l'on doit se pencher sur le problème de l'avenir des industries du textile et du vêtement. Sinon, lorsqu'on aura, bientôt j'espère, décidé de nos options constitutionnelles, il sera peut-être trop tard.

Je crains que vous me disiez que la tribune n'est pas appropriée pour passer ce message, je crois cependant qu'il doit être pris en compte lorsqu'on discute de l'avenir du Québec.